

22 novembre 1988, Québec

Conférence de presse sur l'accord de libre-échange

M. Bourassa: Avant de répondre à vos questions, M. le premier ministre du Canada a communiqué avec moi hier en fin de soirée. Je lui ai exprimé mes plus chaleureuses félicitations pour cette victoire qui permet de maintenir un climat de stabilité politique au Canada. C'est une victoire personnelle pour M. Mulroney. Il a eu quatre années très difficiles, comme vous le savez. Il a réussi à remporter cette victoire dans presque toutes les régions du Canada. J'ai l'intention de communiquer avec le chef du Parti libéral, M. Turner, et avec M. Broadbent également, pour les féliciter pour leur performance durant cette campagne électorale et pour l'attachement et l'intérêt manifestés envers le Québec. J'ai profité de l'occasion pour vous annoncer la conclusion d'une entente de principe. Elle sera signée d'ici quelques jours, ratifiée ensuite par un contrat. Nous avons ratifié le contrat de 17 milliards de dollars au Conseil des ministres il y a quelques jours. Il s'agit d'un autre contrat de 8,5 milliards de dollars.

Cela me permet de vous expliquer comment le libre échange est important pour le Québec. Ce genre de contrat va certainement constituer pour la génération qui va nous suivre, au début du prochain millénaire, un énorme compte en banque. C'est un peu mon objectif de laisser à nos descendants une marge financière pour relever les nouveaux défis, que ce soient le vieillissement de la population ou l'environnement. Ces contrats qui se chiffrent maintenant à quelques dizaines de milliards de dollars sont certainement plus sûrs dans un contexte de libre-échange. Dans un contexte régulier, les taxes à l'importation devant les oppositions aux États-Unis – je pense au lobby du charbon – peuvent toujours s'appliquer et réduire pour autant les profits de l'Hydro-Québec. Je pourrai vous expliquer cela plus en détails tantôt. C'est un exemple très concret, parmi beaucoup d'autres, qui explique pourquoi le gouvernement du Québec appuyait le traité de libre-échange.

Il y a aussi le fait que la stabilité politique, dans le cadre de ce traité, va permettre l'attraction d'investissements, une solidité du dollar canadien qui va maintenir, je l'espère, les taux d'intérêt à leur niveau actuel ou même les réduire. Vous vous imaginez si le dollar avait baissé de quelques cents aujourd'hui au lieu d'augmenter, qu'est-ce qu'il adviendrait des taux d'intérêts? Comme je le disais au premier ministre hier, son élection était, à toutes fins utiles, quand on voit les défis financiers qui s'annoncent, la partie facile pour lui. Quand on voit, par exemple, que le déficit fédéral de 1983 à 1988 est passé de 30 % du produit intérieur brut à au-delà de 50 %, 52 % le 31 mars dernier, alors qu'aux États-Unis qui est considéré comme très endetté, avec une dette qui approche les 2 trillions de dollars, la part de la dette fédérale nette est de 40 % alors que nous, il est au-delà de 50 %. C'est évidemment un défi très exigeant pour le prochain gouvernement fédéral et la stabilité politique sera un atout précieux. Enfin, je dois vous dire que pour garder des bonnes relations avec le reste du pays de manière à avoir un nouveau départ pour le Canada, je me rendrai à Toronto demain soir pour déjeuner avec M. Peterson jeudi midi.

Le Secrétaire: Première question à Normand Girard qui a besoin d'explications.

M. Girard: Chanceux ceux qui n'ont pas besoin d'explications, M. le premier ministre, ils n'ont pas tous la science infuse. On n'est pas au Devoir tout le monde non plus.

M. Bourassa: On a l'impression que vous n'avez pas gagné vos élections.

M. Girard: Il gagne toujours ses élections mais je suis toujours égal à moi-même. La question que je voulais vous poser est en relation avec le communiqué sur la diversité saisonnière. C'est la poursuite en somme des contrats qui sont déjà en vigueur? Est-ce que c'est bien le cas? Ce n'est rien de nouveau, rien d'additionnel.

M. Bourassa: Ce n'est pas exact. C'est pour ce qui a trait à la diversité saisonnière, c'est-à-dire que Hydro-Québec vend pour 8 milliards et demi. À compter de 1999, ce sont des contrats qui, à chaque fois qu'on les signe, sont nouveaux. Il y a toujours des alternatives qui existent pour l'état de New York. Ils auraient pu opter pour le charbon, pour la conservation d'énergie, pour le nucléaire, pour le pétrole qui est rendu à 10 dollars ou 12 dollars le baril, ça change d'une journée à l'autre. Ils ont décidé de continuer avec l'électricité. Donc, c'est quand même un gain net qui révèle une confiance dans la stabilité des relations commerciales entre le Québec et les États-Unis ou le Canada et les États-Unis. Pour ce qui a trait à l'autre contrat, c'est que, comme vous savez, à cause de cette diversité saisonnière, c'est-à-dire que la demande maximale aux États-Unis est durant l'été alors qu'au Canada elle est durant l'hiver, il y a des accommodements. Il s'agit d'un montant relativement minime de 385 000 000 \$ qui permet à Hydro-Québec, évidemment, de construire moins de puissance pour des sommes relativement marginales. Cela lui coûte 385 000 000 \$ sur une base de plusieurs années. Nous, nous vendons pour 8 500 000 000 \$. Donc, cela fait une vente nette de 8 200 000 000 \$. C'est tout simplement que nous avons un sommet durant les mois de février et au lieu de construire simplement pour trois mois, on profite du fait que dans leur cas ils ont un peu plus de réserve.

M. Descôteaux: M. Benoît Aubin.

M. Aubin (Benoît): Le Québec a été un facteur important dans l'élection du gouvernement conservateur hier. Quelle est aujourd'hui la position du Québec dans l'ensemble canadien, comment la voyez-vous et quel est votre agenda pour les années qui viennent?

M. Bourassa: Quel que soit le résultat, j'avais l'intention de combattre avec la dernière énergie pour la ratification du traité de libre-échange. Je crois qu'à la suite du résultat, mes efforts pourront être portés ailleurs mais j'y croyais fermement. Je vous donne un exemple concret. J'ai pensé vous l'annoncer aujourd'hui. ...qui révèle que si le libre-échange n'avait pas été accepté, imaginez le coût pour les contribuables du Québec, le coût que cela aurait comporté d'avoir une surtaxe à l'importation comme il y en a eu une en 1971 et comme on ne peut pas l'exclure avec le triple déficit qui caractérise les finances publiques américaines. Donc, cette question-là paraît à toutes fins utiles réglée. Cela devrait être adopté par le Parlement canadien. M. Turner a dit hier dans son discours qu'il acceptait le verdict de la population.

Il y a la question de la ratification de l'accord du lac Meech. Il reste deux provinces. J'ai confiance que, étant donné que les trois partis fédéraux sont d'accord que, cela sera ratifié par le Manitoba et le Nouveau-Brunswick.

Il y a la question économique, le défi des prochaines années. J'en discuterai avec M. Peterson jeudi. C'est que nous avons une situation actuellement au Canada qui n'est pas saine alors

qu'une seule région est prospère. Il n'est pas sain que la plus grande ville du Canada ait trois fois moins de chômeurs que Montréal qui est la deuxième grande ville du Canada et il n'est pas sain d'avoir un système, et là-dessus M. Peterson est d'accord avec le gouvernement du Québec, ou une situation qui fait que, comme je vous l'ai dit à de nombreuses reprises, aussitôt qu'il y a un taux de chômage qui est diminué à 5 % dans une région, les freins sont appliqués brutalement pour empêcher dans les quatre autres régions que le chômage baisse davantage. Cela c'est un défi pour moi, c'est un défi très important.

Vous me parlez de l'agenda politique du gouvernement du Québec, un meilleur équilibre à l'intérieur du Canada, j'ai l'intention d'en discuter avec mes collègues, que ce soit celui de l'Ontario..., nous sommes de très bons amis, même si nous n'étions pas d'accord sur le libre-échange, nous avons constamment gardé le contact. Hier après-midi M. Peterson faisait ses prévisions, qui se sont révélées à toutes fins utiles presque exactes, et je maintiens le contact avec lui comme avec les autres premiers ministres.

M. Aubin: Ma deuxième question, c'est pourquoi M. Peterson et quelle est la situation présentement entre le Québec et l'Ontario? Vous venez d'en parler, mais pouvez-vous élaborer, dans quel état d'esprit et dans quel but allez-vous rencontrer M. Peterson aussi rapidement après l'élection fédérale?

M. Bourassa: Bien, je crois que pour l'unité du pays ça me paraît une bonne chose. On sait que l'Ontario était, parmi les premiers ministres, assez isolée dans son opposition au traité de libre-échange: M. Peterson était le seul premier ministre avec M. Ghiz qui s'opposaient au libre-échange. Il a participé très activement à combattre le libre-échange en Ontario. Dans mon cas, j'ai fait peut-être une ou deux déclarations et je considérais que je n'assumais pas convenablement mon poste de premier ministre si je ne disais pas aux Québécois l'importance de l'enjeu, l'exemple de cet après-midi en est assez clair. M. Peterson, par ailleurs, a combattu avec persistance, détermination, le traité du libre-échange et je crois que c'est bon maintenant de tourner la page. Il a déclaré hier soir qu'il respectait lui aussi le verdict de la population; donc, tourner la page sur cet affrontement Interrégional à l'intérieur du Canada et regarder l'avenir pour trouver des solutions objectives aux problèmes qui nous affligent. Je pense à la dette. Comme Québécois, comme Canadien, je suis très fortement préoccupé par l'ampleur du déficit budgétaire qui fait par exemple que chaque Canadien doit assumer chaque année une dette, actuellement de 11 161 \$, pour être précis. Donc, c'est énorme, c'est 30 % de plus que l'Américain, qui est pourtant plus riche que nous, doit assumer.

M. Aubin: Teniez-vous un backlash (?) de la dette du Canada?

M. Bourassa: La dette par tête est de 11 161 \$, actuellement.

M. Aubin: Teniez-vous un backlash dans certains éléments du Canada contre le fait que le Québec soit dans une position aussi privilégiée à la suite de l'élection?

M. Bourassa: Je veux dire, on est tous démocrates. Le Québec a obtenu presque 40 % des comtés du parti au pouvoir. Tant mieux pour le Québec) Quels seront les résultats de cette nouvelle conjoncture politique? Nous verrons. Mais, je crois que si ça permet au Québec de

rétablir un meilleur équilibre dans le partage de la richesse collective, c'est bon pour l'ensemble du pays.

Le Modérateur (M. Descôteaux): M. Denis Lessard.

M. Lessard (Denis): ... (7) question. Est-ce que l'élection d'hier va accélérer ou repousser l'élection provinciale? Est-ce que le scénario où M. Turner aurait...

M. Bourassa: Cela n'a aucun impact.

M. Lessard: Aucun rapport.

M. Bourassa: D'ailleurs, vous savez, nos troupes se sont divisées dans le vote. Je crois qu'elles ont appuyé à 50 % le Parti libéral fédéral et à 50 % le Parti conservateur. Nous gardons donc un appui très marqué. Les sondages qui sont publiés les uns après les autres révèlent, avec une constance un peu décourageante pour nos adversaires, un taux de satisfaction qui approche les deux tiers. Je ne crois pas que l'élection fédérale puisse jouer un rôle dans la date de l'élection provinciale.

M. Lessard: Francis Fox disait hier que ce qui l'inquiétait dans le résultat c'est que, après deux élections successives, les libéraux fédéraux semblaient rayés de la carte au Québec. Est-ce que c'est aussi votre interprétation? Est-ce que le château fort que le Québec a toujours été pour les libéraux...

M. Bourassa: Je ne crois pas, non. Évidemment, je regrette profondément la défaite de M. Raymond Garneau, qui aurait pu jouer sur la scène fédérale un rôle très positif. Il était l'incarnation même de la loyauté et de la compétence. Mais je suis convaincu que, en politique, on ne peut jamais tirer des conclusions définitives.

M. Lessard: Ma prochaine question était précisément sur M. Garneau. Est-ce qu'il y a une place pour lui dans la haute fonction publique québécoise?

M. Bourassa: Bien, je veux dire, je n'en ai pas discuté avec lui encore. Tout ce que je peux vous dire, c'est qu'il a toutes les qualités pour remplir les fonctions les plus importantes, mais je n'en ai pas encore discuté avec lui.

M. Lessard: Mais, est-ce que vous prévoyez le faire?

M. Bourassa: Je n'ai pas d'autre commentaire à faire.

M. Descôteaux: Gilles Morin.

M. Morin (Gilles): M. le premier ministre, le Québec a voté massivement pour le gouvernement conservateur. Vous avez participé, à votre manière, à cette campagne électorale. Ce sera peut-être le moment de passer à la collecte des « I owe you », si vous me permettez l'expression. Alors, quelles sont vos priorités? Il y a plusieurs dossiers qui sont en contentieux.

M. Bourassa: Je trouve que vous avez une approche un peu cynique de la chose politique, monsieur.

Des voix: Ha, ha, ha !

M. Bourassa: Je vois. Il y a plusieurs dossiers qui sont en suspens. On en a réglé plusieurs. Je pense toujours que le meilleur argument pour le Québec, c'est le fond de la question, c'est le mérite de la question. Nous avons d'excellents arguments. Disons que sur le plan culturel on a obtenu des gains avec l'accord du lac Meech et pour la première fois de notre histoire ou pour la première fois depuis 1774, la reconnaissance dans la Constitution du caractère distinct du Québec. Sur le plan économique, la situation n'est pas satisfaisante, mais nous ne sommes pas isolés pour souhaiter le rétablissement de cet équilibre. Nous avons l'appui des Maritimes de l'Ouest, de la Colombie-Britannique. Il ne s'agit pas pour le Québec de pouvoir profiter d'une conjoncture politique qui lui est favorable – sûrement que cela ne nuira pas – mais il ne s'agit pas pour lui de profiter indûment de cette conjoncture, c'est de présenter des dossiers au mérite, dire au gouvernement canadien: « Cela fait partie de votre objectif ». M. Mulroney a mentionné hier à plusieurs reprises l'importance de l'unité du Canada. Pour lui comme pour moi, je l'espère, l'unité du Canada c'est une meilleure répartition de la richesse canadienne que celle qui existe actuellement.

M. Morin: Oui, mais si vous me le permettez, vous avez sûrement derrière la tête ou dans vos cartables des dossiers prioritaires, les frégates sont passées tout droit et elles sont rendues au Nouveau-Brunswick, l'agence spatiale flotte à quelque part, alors quelles sont vos priorités dans les dossiers?

M. Bourassa: Si j'ai cela derrière la tête, je ne suis pas pour mettre cela sur la table aujourd'hui.

M. Descôteaux: M. Jean-Jacques Samson.

M. Samson: (?) essayer de répondre à ma première question, mais J'en ai une autre très rapide: des analystes évoquaient déjà hier soir la possibilité de votre candidature à la direction du Parti libéral du Canada. Est-ce que vous êtes ouvert à

M. Bourassa: Je n'ai qu'un seul intérêt dans la vie politique, c'est défendre les intérêts du Québec.

M. Descôteaux: M. André Forgues.

M. Forgues: Mes questions aussi ont été posées, mais j'en ai une autre. Vous avez expliqué tantôt que vous avez fait appel à la sagesse de M. Mulroney en lui disant, finalement, que sa réélection hier c'était ce qu'il y avait de plus facile dans la tâche qui l'attendait. Quels sont ces périls, à part la question budgétaire, que vous avez évoqués et qui pourraient menacer le gouvernement fédéral.

M. Bourassa: M. Mulroney était d'accord avec moi sur cette analyse. On n'a qu'à regarder les chiffres. Je crois que la question de l'équilibre économique au sein du Canada c'est important, avec la rivalité interrégionale qui est dans la tradition canadienne. On le sait,

aussitôt qu'un contrat se donne dans une région plutôt que dans une autre, tout de suite vous avez une rivalité interrégionale. Alors c'est un défi qui va demeurer très présent avec les disparités que nous connaissons. Mais le déficit, on ne peut pas penser que le déficit est un problème en soit qu'on peut isoler. La grande menace des programmes sociaux, combien de fois j'aurais pu parler durant la campagne électorale, je l'ai fait très sobrement à une ou deux reprises, quand j'ai trouvé qu'il était important pour le premier ministre du Québec de faire valoir le point de vue de l'intérêt de la province qu'il représente. Mais la vraie menace pour les programmes sociaux c'est le déficit qui augmente à une progression géométrique. Qu'on regarde la croissance depuis cinq ans, par rapport à celle qui existe dans d'autres pays, qui sont nos concurrents, et je n'ai pas senti, je dois vous dire que l'une de mes déceptions durant la campagne électorale, je n'ai pas senti, dans les partis, une préoccupation correspondante à la gravité de la situation. On promettait, on promettait, on promettait. Mais je n'ai pas vu beaucoup d'interventions sur le caractère presque dramatique du déficit que nous connaissons.

Le modérateur. André Jobin.

M. Jobin: M. Bourassa, j'ai deux questions. Tout d'abord, vous parlez souvent de la région du sud-ouest de l'Ontario comme étant la région la plus prospère. Avec un taux d'inflation de 5,7 % encore le mois dernier, comment expliquez-vous le fait que dans la région de Winnipeg, le mois dernier, on s'est retrouvé avec un taux d'inflation identique? N'est-ce pas de nature à maintenir l'inquiétude de la Banque du Canada?

M. Bourassa: Non. Je ne sais pas. Je sais qu'à Edmonton ou Saskatoon, c'est à 1,5 % ou 1,7 %. Je ne sais pas si vos chiffres sont exacts ni comment ils ont été calculés.

M. Jobin: C'est un taux identique. Ils sont sortis vendredi.

M. Bourassa: C'est possible qu'il y ait eu... Il y a des facteurs très ponctuels qui peuvent expliquer une augmentation des taxes ou des primes d'assurance automobile. Il y a des choses comme cela qui peuvent expliquer une augmentation du taux d'inflation. Mais de façon générale, dans l'Ouest, le taux d'inflation est nettement inférieur à celui de Toronto. Ce que je trouve bizarre dans la politique de la Banque du Canada, c'est qu'on se trouve, en augmentant les taux d'intérêt, à augmenter les taux d'hypothèques. À ce moment, on augmente le coût du logement. Je voyais par exemple cette semaine – vous me faites penser à cela, M. Jobin – que la principale cause de la hausse de l'inflation de 1 % au Canada depuis un mois était le logement. Or, on sait fort bien que la hausse des hypothèques contribue à la hausse du logement et que la hausse des taux d'intérêt contribue à la hausse des taux d'hypothèques. C'est cette argumentation erronément circulaire de la Banque du Canada qui fait que je ne suis pas d'accord avec cette politique. Peut-être qu'avec la hausse du dollar canadien, cela donne une marge de manœuvre pour baisser les taux d'intérêt.

C'est un point important dans le résultat de l'élection. Pour moi hier, ce n'était pas: Est-ce X ou Z qui gagne? C'était qui gagne et qui va contribuer à assainir les finances publiques ou à améliorer la situation économique? La bonne volonté était également partagée mais il y avait certains programmes dans les partis qui faisaient que si le taux du dollar baisse, on est obligés de maintenir ou d'augmenter les taux d'intérêt avec des conséquences financières très sérieuses.

M. Jobin: La deuxième question porte sur le libre-échange et comporte deux volets. Tout d'abord, que répondez-vous aux opposants du libre-échange qui, encore aujourd'hui, soutiennent que moins de 50 % de l'électorat s'est prononcé ou a endossé l'accord comme tel? Et avez-vous toujours l'intention de fixer à la mi-décembre la façon dont le Québec entend venir en aide éventuellement aux entreprises ou aux travailleurs touchés?

M. Bourassa: D'accord. La deuxième question que j'ai donnée à l'Assemblée nationale, M. Jobin, l'échéancier la semaine dernière montrant les rencontres et que les rapports des ministères seraient soumis d'ici la fin du mois et qu'au début de décembre, avant la mise en application on aurait des annonces appropriées à faire. Quant aux opposants qui disent que le vote est supérieur, ils ont accepté les règles du jeu. Ce sont les opposants qui ont dit: Il nous faut une élection là-dessus. Ils ont insisté pour avoir une élection. Nous respecterons le verdict de la population. Or, le verdict de la population a été une victoire très nette pour le seul parti qui favorisait le traité de libre-échange. Ils ne peuvent pas dire avant l'élection: Nous respectons les règles du jeu et le lendemain dire: Nous écartons les règles du jeu et nous regardons le pourcentage des votes. Je crois que l'enjeu c'était une victoire ou une défaite ou une victoire minoritaire; ç'a été une victoire majoritaire. Quant à moi, cela règle le problème.

M. Côté: Une question en anglais maintenant. Ralph Noseworthy.

M. Noseworthy: Yes, Sir. You delivered the goods last night. So I guess soon it is going to be time to have your shopping list ready. What issues are you interested in?

M. Bourassa: Mr. Noseworthy, it was very important for us to protect the statu quo concerning our export. I am just announcing today an example, and I kept it for today just to tell you how it is important. I could have done it at the end of last week, maybe. To some extents, it was almost finished at that time. I had the decree which was adopted concerning the ratification of a 17 000 000 000 \$. Some of ...(?), we had to say: Ah! you are trying to influence the vote. So, I kept that not to influence the vote, but then I suppose I could tell you that this is a clear example of the danger of rejecting free trade, because then the cold lobby could come and say to the U.S. Congress: We want a surtax against Canadian imports or vice versa want a surtax against... You know all the questions about oil, a surtax on oil export. That is the key issue now in the U.S.: a surtax on oil export.

So, if we had rejected the treaty and if you had a surtax against oil imports after all the years of democratic majority in the U.S. Congress, that would mean that it would have been a risk that that surtax would not have been limited only to oil imports. So, now with the treaty, we have at least a protection, not an absolute, because there could be some dramatic events like opened conflicts, but we have a much better protection in order to keep those profits for Quebecers and for Hydro-Quebec. My goal, as you know, is to build for the next millennium, for the next generation, an enormous bank account with all those profits, all those sales of tens of billions of dollars which are made. I came into politics to do that. I am delivering the goods, as you say.

Une voix: You do not expect to get benefits, say, the Space Center, more than...

M. Bourassa: We will see that in the appropriate time.

M. Noseworthy:....Magnesium Center for the Quebec City region?

M. Bourassa: I think we are in a good position to negotiate, because we have three times more unemployed... Do not write too fast ! We are in a good position to negotiate, putting aside the election, because in Montreal, we have three times more unemployment than in Toronto.

M. Descôteaux: Don MacPherson. M. MacPherson: Mr. Bourassa, you...

M. Bourassa: I will have to leave quickly, because my dear friend, Mr. Parizeau, is waiting to talk to you. He will say, obviously, that independence is at the corner of...

M. MacPherson: Mr. Bourassa, you indicated that immediate priority of the newly reelected Conservative government in Ottawa should be the reduction of the federal deficit. Would you give us some idea, please, of what would be an acceptable level for that deficit?

M. Bourassa: You are asking me to write a page of a text book. We will have... What I think I can tell you is that the rate of increase we have, for instance, say, it was 31 % in 1983, I told you. It is 52 % now. It is increasing all the time, 36 % in 1984, 41 % in 1985, 46 % in 1986, 50 % in 1987, 52,6 % in 1988. So, this has to stop. I am not saying it is dramatic, but it will be dramatic, if it is going like that, increasing all the time. We will reach the level of the Italians which is the worst of ancestral countries. I think we are the second, so we have to do something to avoid finding ourselves in a dramatic situation.

M. MacPherson: But you are an economist and you also have your own experience of reducing the deficit here in Quebec. You had a clear target for the deficit reduction here in the province of Quebec. What do you think the target for the federal government should be. I mean, what is the acceptable level for the federal deficit.

M. Bourassa: We will have an economic conference in the next few weeks. I suppose that we will have an occasion at that time to speak in more precise terms, in a more clear, in a more specific way what should be the goal. You have to take into account the rate of interest. As I said, one point of increase in the rate of interest is increasing the budgetary deficit by more than 1 000 000 000 \$. So we will have to discuss all that. But what I can tell you right now, Mr. MacPherson, is that the constant increase of the last five years has to be stopped. The fact of the weight of the net federal debt is increasing in the GNP constantly from 30 % to 52 %. This has to be stopped. That could be the beginning of a significant fight against the deficit.

Le Secrétaire: Dernière question.

Une voix: There has been a lot of talk Mr. Premier about the gamble that you took in this election? Are you now relieved that that gamble paid off last night in spate?

M. Bourassa: I took no gamble. I just assumed my job as Premier of Quebec. You know with all the risk involved and rejecting free trade, you believe for one second that I could stay silent there not saying a word, seeing that all those fears were going on and increasing. I could stay there silent and say come on. I said I have to do something. I refused dozens of interviews not to intervene in the federal election itself but on some occasion, maybe one or two, I said, as leader of Quebec, I have to talk and that was my most elementary responsibility. I would feel

shameful not to defend the interest of Quebec because I'm in politics to promote the interest of Quebec and free trade is a way to promote the interest of Quebec. Thank You.